



Challenges, 6 décembre 2007

Le philosophe de Trèves reste une icône en France où les tourments de la mondialisation donnent une seconde jeunesse à sa critique du capitalisme.

Je lance un appel à la construction d'un nouveau parti anti-capitaliste. Les luttes ont besoin d'une perspective, d'un débouché. Son projet, il le puisera dans le meilleur de toutes les traditions du mouvement ouvrier français.» L'homme qui parle ainsi, le 22 novembre, s'appelle Olivier Besancenot. Il est porte-parole de la LCR et, selon un sondage du *Point* publié en octobre dernier, il est devenu la sixième personnalité de gauche préférée des Français. Ce jour-là, à la Mutualité, à Paris, les 2 000 militants qui se pressent sont transportés. En France, Karl Marx a toujours suscité un folklore particulier (*lire page 52*). Une bizarrerie alors que partout ailleurs dans le monde les héritiers de l'économiste fondateur de la Ire Internationale ne font plus flores. Marx émaille de moins en moins leurs discours. Les pays de l'ex-bloc soviétique ont depuis longtemps déboulonné ses statues. L'auteur du *Capital* est tombé du piédestal qu'il occupait dans l'Olympe universitaire. «*E n'est plus indispensable à la compréhension des grands mécanismes de l'économie*», tranche Thomas Philippon, qui enseigne l'économie financière à l'université de New York.

Alors, disparu à jamais, Marx ? Ringardisé par l'échec des mouvements qui se sont réclamés de lui ? Définitivement plombé par les dizaines de millions de morts à la charge des régimes communistes ? Pas si sûr.

Une oeuvre féconde

Au Highgate Cemetery, à Londres, où une maigre troupe de onze fidèles l'accompagnait à sa dernière demeure le 17 mars 1883, sa tombe surmontée d'un lourd buste de bronze est en permanence fleurie par des mains anonymes. L'écrivain expulsé de son logement et saisi de ses meubles en 1850, le père de famille affamé dans un deux-pièces si humide qu'un de ses enfants y laissera la vie, le militant désargenté qui, toute son existence, aura attendu ses héritages et réclamé l'aide de Friedrich Engels - doté, lui, d'une fortune familiale - serait aujourd'hui richissime : ses oeuvres, *Le Capital*, *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, *La Guerre civile en France...*, sont constamment rééditées. Lorsqu'on tape Marx sur le moteur de recherche Google, le web compte près de 8 millions de références, loin devant un Keynes (2,1 millions) ou un Milton Friedman (1,7 million). Et cent quatre-vingt-neuf ans après sa naissance, ce fils d'un avocat allemand aisé suscite toujours des polémiques, des tentatives d'adaptation ou de réhabilitation. «*Il y a peu de textes*, a dit le philosophe Jacques Derrida, *dont la leçon paraisse plus urgente aujourd'hui.*»

Certes, le Marx polémiste violent, le Marx utopiste prédisant la venue d'un monde parfait après la dictature du prolétariat s'est effondré dans l'échec économique des régimes communistes. Certes, Marx n'est pas le seul champion de la préoccupation sociale. D'autres que lui, des anarchistes, des socialistes, des catholiques sociaux, se sont penchés sur la cause ouvrière.

Mais ce travailleur infatigable - il a mis vingt ans à écrire *Le Capital* - reste le grand penseur du capitalisme dont il a très tôt saisi les faiblesses. Et c'est dans le désarroi de nos sociétés face à une mondialisation galopante que le philosophe de Trèves semble retrouver une deuxième jeunesse. Si étonnant que cela puisse paraître, c'est dans le camp libéral que l'on trouve aujourd'hui ses plus ardents défenseurs. «*Il est le seul qui ait pensé en même temps l'économie et la société*, explique Alain Mine. *Personne ne l'a fait à cette hauteur avant et après lui. Keynes, par exemple, ne comprenait rien aux sociétés là où Marx dégage trois facteurs de production, le capital, le travail et la confiance. De ce point de vue, je serai toujours un éternel marxiste.*»

Même sa décomposition mécanique du capitalisme universel trouve ses partisans. En 2005, l'économiste Patrick Artus publie un livre remarqué : *Le capitalisme est en train de s'autodétruire*. Trois ans plus tôt, en 2002, il a écrit une note non moins détonante intitulée «*Karl Marx is back*». «*L'accumulation du capital productif aux Etats-Unis entre 1992 et 2000 a provoqué, à partir de 1997, une baisse forte de la rentabilité du capital*», écrit-il. «*Elle n'aurait pu être évitée que par le maintien d'un chômage élevé, permettant de réduire les hausses de salaires, conformément aux thèses de Karl Marx.*» Dans l'entretien qu'il nous accorde, Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, l'assure : «*Si l'on veut analyser le capitalisme de marché mondialisé d'aujourd'hui, l'essentiel delà boîte à outils intellectuelle réside dans ce que Marx et un certain nombre de ses inspireurs ont écrit.*»

par Marc Baudriller

Le PS face à ses ambiguïtés

A l'heure de la rénovation au parti, la rupture avec la vulgate marxiste semble enfin prononcée. Mais encore à voix basse.

Cette fois, c'est une certitude : «*Le prochain leader du Parti socialiste sera un social-démocrate moderne*», affirme Alain Bergounioux, secrétaire national du PS. Ségolène Royal, Bertrand Delanoë, Dominique Strauss-Kahn ? Peu lui importe. Pour cet historien, compagnon de route de Michel Rocard, l'essentiel est ailleurs : le vieux parti, né en 1905, s'apprête enfin à assumer à sa tête la rupture avec le marxisme. Fini, les circonlocutions d'un François Mitterrand qui puisait son pouvoir dans l'ambiguïté de son discours. Fini, la schizophrénie d'un Lionel Jospin recordman des privatisations à Matignon mais soucieux de garder la spécificité des socialistes français face aux travaillistes anglais de Tony Blair. Fini, surtout, l'insupportable habileté tacticienne de François Hollande, plus prompt à maintenir la cohésion d'un parti divisé que d'affirmer la conversion évidente de ses élites à l'économie de marché. «*Une conversion pragmatique, mais jamais clairement affichée*», regrette Alain Bergounioux.

Près de cinquante ans après l'abandon de toute référence à Marx par le SPD allemand au congrès de Bad Godesberg en 1959, treize ans après le renoncement du Labour anglais à la «nationalisation des moyens de production» en 1994, il était temps. Et l'histoire retiendra que c'est un candidat «conservateur», Nicolas Sarkozy, vainqueur de l'élection présidentielle de 2007 sur un programme de droite clairement assumé, qui aura, par effet de mimétisme, précipité l'aggiornamento tant attendu des socialistes.

A l'heure de la rénovation, que reste-t-il de Marx au sein du PS ? Avant tout une empreinte. Il ne faut pas oublier que le marxisme est en partie né en France. Grand lecteur des travaux des socialistes utopistes, comme Auguste Blanqui, l'un des pères de la lutte des classes, Karl Marx s'en inspire pour bâtir sa théorie économique. En 1990, la déclaration de principes socialistes, sorte de constitution du PS, en porte toujours les traces. Le parti «*met le réformisme au service des espérances révolutionnaires*», lit-on dans ses dix premières lignes. Selon les exégètes de la rue de Solferino, siège parisien du PS, de 30 à 40% des militants se réclameraient encore d'une culture héritée du marxisme : attachement viscéral à la puissance publique, vulgate keynésienne et croyance persistante à la lutte des classes en sont les inébranlables piliers.

Difficile, dans ces conditions, d'entamer une rénovation sans risquer la scission. D'autant que, après avoir laissé éclore un marxisme triomphant dans les années 1970, les dirigeants socialistes, confrontés à l'exercice du pouvoir, sont bien en peine de lui trouver un projet de substitution. «*Le Parti socialiste a vraiment rompu avec Marx en 1983*», affirme le fondateur de la LCR, Henri Weber, député européen. Après deux premières années de mandat Mitterrand marquées par une grande vague de nationalisations, c'est le tournant de la rigueur. Le Parti socialiste entre dans sa période gestionnaire. Il ne s'en remettra pas. C'est ce que Laurent Baumel, le nouveau secrétaire national aux études du parti, proche de Dominique Strauss-Kahn, appelle le «*surmoi marxiste du PS*». «*Parce qu'il a fini par accepter le capitalisme, le parti est régulièrement traversé par des bouffées gauchistes liées à un sentiment de trahison de ses idéaux*», écrit-il en substance dans *Rénover le Parti socialiste : un défi impossible ?* (éd. Bruno Leprince, 2007). C'est un Laurent Fabius qui tente de surfer sur ces remords en prenant la tête du non à la Constitution européenne en 2006. C'est un Dominique Strauss-Kahn qui, la même année, entame dans une posture de gauche la course à la candidature socialiste à la présidentielle, recevant sous les portraits de Jean Jaurès et de Jules Guesde. «*Face aux caméras, il peut encore y avoir une langue de bois très marxiste*, dit Thomas Philippon, l'un des jeunes économistes qui ont accompagné la campagne de Ségolène Royal. *Mais dans le privé, les dirigeants sont infiniment plus modernes.*» Henri Weber confirme : «*Chez nous, plus personne n'est pour la socialisation des*

moyens de production ou la conduite de l'économie parle Plan.» Présentant leur manifeste pour la rénovation le 4 octobre, les amis de DSK le proclament : *«Nous voulons faire du PS un parti social-démocrate qui assume le compromis avec l'économie de marché.»* Même Laurent Fabius a amorcé son recentrage, prônant une *« économie sociale-écologique de marché »*.

Malgré l'influence intellectuelle et sociale de l'extrême gauche, le PS a donc choisi d'en finir avec le folklore marxiste. Mais pas avec Marx. *«Son analyse du capitalisme reste utile»,* dit Henri Weber. Un avis partagé par Alain Bergounioux. *«Le marxisme n'a pas apporté la bonne réponse aux dérives du capitalisme que sont l'injustice ou une certaine forme d'insécurité. Mais il a posé les bonnes questions.»* Le mot de la fin ? Il revient à Pierre Rosanvallon, l'un des pères de la deuxième gauche, qui, dans *Le Nouvel Observateur*, suggérait en 2002 au PS *«de redevenir marxiste pour décrypter avec précision les nouveaux modes de production et d'organisation»*.

par Daniel Fortin

L'inquiétante course aux profits

Faut-il relire la crise des *subprimes* à la lumière de Marx ? Le gel des liquidités interbancaires, les milliards d'euros de provisions et de pertes pour les banques, et la crise de confiance majeure des marchés financiers sont-ils les signes annonciateurs de l'autodestruction du capitalisme que notre bon vieux Karl sentait venir ? Sans aller jusqu'à cette funeste prévision, plusieurs observateurs voient tout de même resurgir à l'occasion de cette crise les sombres analyses du philosophe de Trêves. En cause ? La titrisation. La dernière trouvaille d'un capitalisme en quête de profits toujours plus élevés. La titrisation a permis le transfert des créances des banques aux marchés financiers. Tant que les crédits sont octroyés à des clients solvables, cette technique n'a rien de répréhensible, même si par nature *«toute opération de titrisation porte en elle le germe de la déresponsabilisation, ce qui est toujours dangereux»,* estime Jérôme Cazes, le directeur général de la Coface. C'est lorsque les banques se sont mises à prêter à des clients qu'elles savaient insolubles que le dérapage s'est produit.

Excès d'avidité ? *«Dans ces opérations, les banques ont gardé une partie de la rémunération de ces créances tout en transférant le risque qu'elles portaient aux marchés, à l'inverse du postulat qui veut que le profit soit la rémunération du risque pris. En gros, elles ont joué à pile je gagne et face tu perds»,* rappelle Colette Neuville, présidente de l'Association des actionnaires minoritaires (Adam).

Encore plus pervers : *«Pour doper leur taux de profit, le fameux ROE, elles ont créé des sociétés de gestion sans fonds propres permettant de récupérer une partie des revenus servis par ces produits. Conséquence : rapportés à des fonds propres inexistant, ces revenus assurent à ces sociétés un ROE infini»,* explique Jérôme Cazes. Certes, les banques sont soumises à la pression d'actionnaires qui réclament des taux de rentabilité toujours plus élevés. Il n'empêche. *«Leurs contorsions pour dégager les niveaux de ROE exigés sont bien à l'origine de la crise de confiance qui fragilise le système en créant les tensions et les conflits décrits par Karl Marx»,* conclut Jérôme Cazes.

par Sylvie Hattemer-Lefèvre

« Nous ne pouvons pas nous satisfaire du capitalisme »

Homme de gauche, directeur général de l'OMC, Pascal Lamy est au coeur de la mondialisation. Son sentiment ? Le marxisme, comme outil d'analyse du capitalisme moderne, reste pertinent. Sa conviction ? Il faut chercher des alternatives à ce même capitalisme.

Challenges. Comme l'ont écrit un certain nombre d'auteurs récents, Marx reste-t-il le meilleur penseur du capitalisme contemporain ?

Pascal Lamy. Le meilleur, non, parce que l'histoire nous a montré qu'il n'était pas le prophète que certains ont vanté. Mais il n'existe rien de comparable du point de vue de la puissance explicative sinon prédictive. Si l'on veut analyser le capitalisme de marché mondialisé d'aujourd'hui, l'essentiel de la boîte à outils intellectuelle réside dans ce que Marx et un certain nombre de ses inspirateurs ont écrit. Bien sûr, tout n'est pas parfait. Il y a des tas de critiques à faire sur Marx, et il a été probablement meilleur philosophe et meilleur théoricien de l'économie qu'il n'a été penseur politique...

Que retenez-vous de Marx ?

Avant tout l'idée que le capitalisme de marché est un système reposant sur une certaine théorie de la valeur et sur la dynamique et les dérives qu'il peut générer. Un système où il y a des propriétaires du capital qui achètent le travail et des détenteurs de leur force de travail qui la vendent. Cette relation implique une théorie du profit qui découle d'une aliénation : le système a tendance à ce que les riches deviennent plus riches dès lors qu'ils accumulent du capital et les pauvres plus pauvres dès lors qu'ils ne sont détenteurs que de leur travail. Tout cela reste en gros vrai. Personne depuis n'a inventé une analyse de la même importance. Même la globalisation n'est qu'une étape historique du capitalisme de marché telle que Marx l'avait imaginée.

Mais à quoi bon critiquer le capitalisme. N'est-il pas admis par tous ?

Le capitalisme de marché est un système qui possède des vertus et des travers : efficacité, inégalités, innovation, court-termisme... Sa financiarisation récente a brutalement changé l'équilibre laborieusement élaboré entre le capital et le travail. Les institutions développées pour protéger les travailleurs se sont trouvées de plus en plus inadaptées et inefficaces. D'où la priorité que j'ai donnée à l'objectif de maîtrise de la mondialisation lors de mon mandat de commissaire européen au Commerce. A l'époque, en 1999, cela avait surpris. Il faut écouter ceux qui parlent de modes de croissance alternatifs, ceux qui s'inscrivent contre cet énorme poids consumériste qui fait que tout est matérialisé, marchandise, contre ce système qui fait que les gens entrent en relation avec des symboles qu'on leur vend grâce aux médias et à Internet, mais n'achètent au fond que leur propre image à longueur de journée. Il y a une espèce de cannibalisme psychique là-dedans qui provoque des dérèglements. Beaucoup de gens sont malheureux parce qu'on les met constamment en comparaison avec leur voisin, avec une image d'eux-mêmes qu'on leur fabrique et qu'ils ne peuvent pas atteindre. Je fais partie de ceux qui pensent qu'il faut continuer à chercher des alternatives et que la politique doit s'impliquer plus dans ces questions.

Des alternatives au capitalisme ou des alternatives à la façon dont le capitalisme fonctionne ?

Des alternatives au capitalisme. On ne peut pas se satisfaire du capitalisme. Il est un moyen qui doit rester au service du développement humain. Pas une fin en soi. Un seul exemple : si on n'interroge pas vigoureusement la dynamique du capitalisme, croyez-vous que nous parviendrons à maîtriser les changements climatiques ?

N'est-ce pas utopique ?

Et alors ? Du point de vue théorique, je ne crois pas qu'on puisse se satisfaire de borner l'horizon historique en disant que le capitalisme de marché est un modèle qui est stable, à quelques amendements près. Il se nourrit de trop d'injustices. Mais on peut aussi être réaliste et constater que jusqu'à présent ce qui a été soit pensé, soit écrit, soit appliqué en termes d'alternative au capitalisme n'a pas tenu la route. Le test de la réalité doit demeurer essentiel.

Mais tout de même, tout n'est pas à jeter dans le capitalisme...

Bien sûr que non. Je voudrais qu'on sorte des anathèmes réciproques. Le mur de Berlin est tombé il y a près de vingt ans. Il est temps de pouvoir discuter de la réalité sans tomber dans la caricature. Le capitalisme est même un système très efficace. D'autant plus qu'il est maintenant globalisé, ce qui produit davantage d'économies d'échelle. Avec le même capital, on peut utiliser davantage de travail sur des séries plus grandes. Cela crée, certes, des inégalités, mais aussi du pouvoir d'achat, de la croissance. Le capitalisme a sorti entre 300 et 500 millions de personnes de la pauvreté au cours des vingt-cinq dernières années. C'est le cas en Chine et en Inde, un peu moins en Afrique, or c'est une réalité et on ne peut pas la nier. Il faut être suffisamment lucide pour reconnaître les inconvénients, mais aussi les avancées de ce système.

A propos de la montée en puissance de la Chine, n'est-on pas là au coeur de la théorie marxiste, celle de la sublimation du capitalisme avant son autodestruction ?

Si Marx analysait la Chine d'aujourd'hui dans sa réalité et pas dans son projet, et s'il en parlait avec Tocqueville, il lui dirait que l'Amérique est finalement très sociale-démocrate comparée au modèle qu'incarne la Chine. Aux Etats-Unis, vous avez une forme d'aide sociale pour les plus pauvres, vous avez des bons alimentaires, des systèmes de prévoyance largement privés, certes, mais aussi publics pour les plus démunis. Tout cela n'existe pas en Chine.

Les dirigeants chinois évoquent une phase transitoire...

Quand je parle aux dirigeants chinois, ils me disent que, pour eux, cette phase de transformation économique comporte des risques de déséquilibres sociaux, régionaux, environnementaux. Et ils en sont inquiets. Ils

disent : «*Nous devons traiter la question, mais nous avons réussi à sortir de la pauvreté des millions de gens, et cela de manière constante depuis trente ans. Personne d'autre n'a fait cela (ce qui est vrai), créditez-nous du fait que c'est un moment de notre parcours.*»

Vous y croyez ?

Je les comprends.

Mais encore, vous qui les fréquentez régulièrement ?

Je crois qu'ils sont très préoccupés de ces questions, mais je crois aussi que la résolution de ces questions est intrinsèquement nécessaire à l'évolution du système chinois. Si , ces questions sociales, de déséquilibres sociaux, environnementaux, régionaux, ne sont pas traitées, alors c'est le système lui-même qui est en cause. Les Chinois épargnent trop et ne consomment pas assez. C'est l'une des sources du déséquilibre du commerce mondial.

Pourquoi, d'après vous ?

Parce qu'ils mettent de côté pour leur retraite, pour l'éducation de leurs enfants et pour le jour où ils sont malades. C'est là qu'on revient au capitalisme de marché. Cela n'est pas tout à fait un hasard si M. Bismarck a inventé la sécurité sociale, si M. Ford était pour et si M. Beveridge l'a perfectionnée. Ce sont des nécessités pour le fonctionnement du système lui-même à défaut de la recherche d'une alternative.

Où en est la gauche française avec Marx ?

Parlons d'abord de la gauche sur le plan mondial. Dans une phase où le capitalisme de marché est plus efficace et plus inégalitaire qu'avant, la réalité politique actuelle est, d'un certain point de vue, beaucoup plus porteuse pour la gauche. Vous avez du reste des événements qui viennent soutenir l'aspect difficilement soutenable du modèle : soit des dérives intrinsèques, telle la crise des *subprimes*, soit des phénomènes que le capitalisme et son système de valorisation ne permettent pas de traiter, le plus évident est le réchauffement climatique.

Mais la gauche française est-elle encore trop marxiste ?

Oui, mais pas dans son analyse du capitalisme, plutôt au sens de ce que Marx a écrit sur la Commune. Ce que la gauche française aime dans Marx, c'est le côté «la révolution, c'est demain, travailleurs de tous les pays unissez-vous, faites la grève, cassez les reins du capitalisme et des capitalistes, et prenez le pouvoir». C'est le mythe de la gauche française. C'est la fertilisation de Gracchus Babeuf par Marx dans la pensée politique française parce que Babeuf a été un des inspirateurs de Marx.

Pourquoi le modèle social-démocrate n'a-t-il, selon vous, jamais prospéré en France ?

Parce que la gauche française reste obnubilée par l'égalité, et parce qu'elle en a une vision souvent théorique, qui l'éloigné par exemple du mouvement syndical, plus pratique dans son approche et donc plus dynamique. John Rawls est un homme dont la pensée est admise par les trois quarts de la social-démocratie dans le monde et qui continue à être rejeté par le PS. On vous dit «*Rawls, c'est un philosophe de droite*». Et pourquoi ? Parce qu'il parle d'équité et pas d'égalité. C'est quelque chose qui mérite débat. Parce que si l'incarnation concrète de l'égalité, c'est l'équité, alors rejeter l'équité au nom du fait que c'est une notion de droite revient tout simplement à rejeter la réalité quand elle ne colle pas avec l'analyse qu'on en fait.

Si je suis social-démocrate, c'est à la fois parce que je crois profondément à la nécessité et à la possibilité de changer ce monde, mais aussi parce je crois que toute politique se fonde sur des faits.

par Daniel Fortin & Mathieu Magnaudeix